

Grèce : retour à un sombre passé

Le parti de la gauche radicale Syriza est arrivé au gouvernement en 2015, propulsé par une crise profonde du système politique : un surendettement public alimenté par un bipartisme corrompu.

Corruption et alternance au pouvoir

Depuis la chute de la dictature des colonels en 1974, deux partis politiques s'étaient alternés au pouvoir :

- L'un conservateur, Néa Démokratia (ND), membre du PPE, et
- l'autre, le PASOK, socialiste, qui, comme d'autres partis du groupe S&D, a glissé graduellement vers le néolibéralisme et, de ce fait, a fortement rétréci.

Un système de corruption et d'intérêts croisés entre pouvoir politique, partis politiques eux-mêmes surendettés, banques, sous-traitants et médias a assuré la longévité de leur alternance au pouvoir.

Cependant, une fois que la crise financière a rendu la dette ingérable, la machine de ce bipartisme systémique s'est grippée. Les marchés financiers ont cessé de prêter à un débiteur devenu insolvable, qui a donc été pris en charge par les institutions européennes et internationales. Celles-ci l'ont soumis à une tutelle musclée (mémoire), lui imposant des remèdes d'inspiration néolibérale qui n'ont fait qu'aggraver la crise.

La percée d'un intrus

Syriza, issu d'une coalition de forces de gauche, a été capable de traduire en voix le rejet par la population des partis du bipartisme systémique, en proposant une alternative politique.

Aux législatives de 2012, Syriza dépasse en voix le PASOK. Ce dernier n'est plus l'adversaire, mais un complément de la ND. Depuis, il lutte, sans succès, pour justifier sa raison d'être.

Aux législatives de 2015, pour la première fois dans l'histoire du pays, un parti de gauche sort gagnant. Cependant, et malgré un système électoral particulier qui octroie une prime de 50 sièges au gagnant, le pourcentage obtenu de 36,3 % n'a pas suffi pour lui assurer une majorité absolue de sièges. Syriza se voit dès lors obligé de former un gouvernement de coalition avec les Grecs Indépendants (ANEL), un petit parti conservateur, nationaliste, mais anticorruption.

Sous la houlette des créanciers, les événements se succèdent rapidement : un référendum qui se prononce contre la proposition Juncker, l'acceptation du 3^e mémorandum, puis de nouvelles élections gagnées par Syriza, qui reprend la même formule de coalition.

2015-2018 : un intrus au gouvernail

Le scénario « parenthèse de gauche » dressé et espéré par la ND et le PASOK n'a pas marché à court terme. Cependant, pendant toute la période de son mandat, le gouvernement,

harcelé par des médias hostiles, a été aux abois. Les créanciers ont imposé des mesures draconiennes. Leur tutelle était étouffante.

Dans ces conditions, Syriza a dû appliquer des mesures dont il n'assumait pas la paternité. Cependant, dans ces limites très serrées, il a mis l'accent sur la protection des plus faibles (p. ex., assistance sociale, défense de l'emploi et des négociations collectives, augmentation du salaire minimum, renforcement de l'inspection du travail, accès gratuit aux soins). Mais les lourdes charges fiscales ont installé la grogne parmi la « classe moyenne ».

Le gouvernement Syriza a dû faire face à un afflux de réfugiés sans précédent. En partant de zéro, il y a fait face, guidé toujours par un esprit humanitaire, de solidarité et de respect du droit international.

La lutte anticorruption a piétiné, se heurtant à une résistance acharnée de la ND et du PASOK, soucieux de protéger les politiciens de premier plan qui étaient mis en cause.

Le gouvernement Syriza a conclu l'accord de Prespa avec le pays appelé désormais la Macédoine du Nord, contre l'opposition acharnée de la ND et du PASOK, les deux partis à l'origine de ce conflit remontant à 1991. Aussi incompréhensible que cela puisse paraître, il s'agissait d'une controverse extrêmement passionnée autour du « nom de la Macédoine ».

En août 2018, la Grèce sort du mémorandum, donc de la surveillance étouffante des créanciers dans laquelle la politique des gouvernements précédents l'avait plongée. Elle récupère une marge d'autonomie relative, tout en restant liée par une « obligation de résultat » quant aux objectifs budgétaires fixés.

Ayant largement assaini les finances publiques et redressé la crédibilité du pays, Syriza prend plus de liberté pour

renforcer les secteurs de l'éducation et de la santé, et pour alléger les charges fiscales des couches de la société malmenées par la crise.

Mais ce parcours est interrompu brusquement avant l'échéance du mandat parlementaire. Le faible résultat obtenu par Syriza aux élections européennes, régionales et municipales en mai 2019 a précipité les élections législatives, gagnées par la Néo Démokratia.

Restauration de l'ancien régime

Le 7 juillet 2019, Néo Démokratia a été élue avec 38,85 % des voix, ce qui s'est traduit par 52,67 % des sièges au Parlement, grâce au système électoral garantissant une prime de 50 sièges au gagnant.

Ayant, grâce à son discours nationaliste, xénophobe et anti-immigré, absorbé une partie importante de l'extrême droite, la ND a installé une « démocratie illibérale », qui évoque celle des pays du groupe de Visegrád.

La police a les mains libres pour sévir brutalement contre tout mouvement de contestation.

L'asile universitaire est aboli. La police peut désormais intervenir dans les locaux d'une université sans obstacle.

Le droit à la manifestation publique est fortement restreint par l'obligation d'obtenir une autorisation de la Police et l'instauration de la responsabilité de l'«organisateur » du rassemblement.

Les réfugiés qui tentent de traverser la mer pour arriver à une île grecque sont repoussés par la police grecque des frontières. Des milices de citoyens sévissent contre les

réfugiés et les citoyens solidaires. Des familles de réfugiés ayant obtenu l'asile politique sont jetées à la rue.

Les médecins et autres personnels soignants des structures publiques, applaudis comme des « héros » lors de la première vague de la pandémie, ont été réduits de 5 000 (- 5 %). La ND a freiné les recrutements prévus par Syriza.

Dans le secteur de l'éducation, les recrutements prévus par Syriza piétinent, alors qu'ils deviennent encore plus urgents à cause de la pandémie.

L'affaire de corruption Novartis, dans laquelle des représentants éminents de la ND et du PASOK sont impliqués, est enlisée par la forte intervention des pouvoirs législatif et exécutif et leurs ramifications dans le pouvoir judiciaire. Eleni Touloupaki, la courageuse procureure anticorruption, se retrouve elle-même accusée pour « abus de pouvoir » et son appartement est cambriolé pour lui enlever le disque dur de son ordinateur et ses archives.

Le fonctionnement d'un parti de droite ne dépend pas de la participation de sa base, puisqu'il s'appuie sur un appareil fortement hiérarchisé et sur la diffusion de sa propagande par les médias. Par contre, pour la gauche, la pandémie provoque un lourd handicap, empêchant Syriza de tenir son congrès annoncé depuis le soir des élections du 7 juillet 2019.

Affaire à suivre...

Vassilis Sklias 01/09/2020

Annexion des Jordantals – wie lange wird die EU noch tatenlos zusehen?

Mit der angekündigten Annexion des Jordantals in der besetzten Westbank will die Regierung Israels erneut vollendete Tatsachen schaffen und gleichzeitig auch definitiv einen Schlussstrich unter die Zweistaatenlösung und den Osloer „Friedensprozess“ ziehen. Dieser eindeutige Bruch internationalen Rechts, der UN Prinzipien und vorheriger internationaler Vereinbarungen vollzieht sich mit der ausdrücklichen Erlaubnis der USA und ihres Präsidenten Trump und geschieht vor dem Hintergrund eines bisher hilflosen Geschwafels von Seiten der EU und ihrer nationalen Regierungen.

Dem Ende des Osloer Abkommens und einer neuen « Nakba » entgegen

Was derzeit im besetzten Palästina droht, kommt beileibe nicht überraschend, sondern wird wohl eine weitere Stufe eines seit längerem geplanten weiteren Landraubes durch die zionistische Führung werden. Dieser Schlag wird seit Jahrzehnte systematisch vorbereitet. Daran hat auch der Autonomiestatus, aufgrund des Osloer Abkommens, absolut nichts geändert. Zu Beginn des sogenannten „Friedensprozesses“ siedelten 100 000 jüdische Kolonisten in den Besetzten Gebieten des Westjordanlandes, heute sind es 450 000 Siedler, die

schrittweise illegal Land besetzen. Dieser Landraub, mitsamt der Vertreibungen, wurde dann nachträglich von den Regierungen Israels, egal welcher Couleur, immer legalisiert.

Einmal abgesehen davon, dass es sich bei der Annexion des Jordantals auch um den Zugang zu Wasser und zu den fruchtbarsten Ackerflächen handelt, werden dadurch auch die verbleibenden Autonomiegebiete Palästinas vollends von Israel umschlungen und von der Außenwelt isoliert. Ein lebensfähiges Staatsgebilde wird somit unmöglich gemacht. Die israelischen Pläne sehen nicht vor den dort lebenden Palästinenser die israelische Staatsbürgerschaft zu verleihen. Ihnen droht ganz einfach die schrittweise Vertreibung nach Jordanien oder das Schicksal von „inneren“ Flüchtlingen in die verbliebenen Restgebiete des Westjordanlandes.

Die EU in einer Komplizenrolle

Um zu begreifen wie es möglich war dorthin zu gelangen wo wir heute stehen, muss man sich an die Geschichte des Verhältnisses der europäischen Großmächte und später der EU zu Israel und seiner Politik erinnern. Die EU hat Israel zu dem gemacht was es heute ist. Die EU ist der größte Handelspartner Israels und hat es mit Milliarden subventioniert und seit dem Freihandelsabkommen von 1996 und dem Assoziationsabkommen vom Jahr 2000, ist es so eng mit Europa verbunden wie nur irgendwie möglich. Außer der politischen Vollmitgliedschaft, ist Israel heute de facto Teil der E.U. und diese finanziert die Kolonisierung des Westjordanlandes so natürlich indirekt

mit. Daneben gibt es ebenfalls eine enge militärische Zusammenarbeit auf allen Ebenen. Alle bisherigen Appelle zur Mäßigung von Seiten der EU-Politiker an die Adresse von Netanjahu sind also reine Krokodilstränen und stehen im absoluten Widerspruch zum tagtäglichen Handeln der EU. Man braucht sich darum nicht zu wundern wenn sie bis heute nicht ernst genommen werden.

Würde die europäische Gemeinschaft es ernst meinen mit ihren Prinzipien und ihrer Kritik dann hätte sie schon längst gezielt diese wirtschaftliche Kooperation in Frage gestellt und damit begonnen Sanktionen zu verhängen. Dazu müsste die europäische Bourgeoisie allerdings ihre jahrzehntelange prozionistische Politik zumindest teilweise aufgeben, ihre Geschichtsverdrehungen und Israel-Mythen der letzten 75 Jahre korrigieren und einen Konflikt mit den USA in Kauf nehmen (Herr Biden hat schon angekündigt dass auch er die Anerkennung von Jerusalem als Hauptstadt nicht rückgängig machen werde). Dies würde wohl unweigerlich dazu führen dass die USA ihre besonderen osteuropäischen Freunde innerhalb der EU (Ungarn, Polen, Rumänien und die baltischen Staaten) für ihre Politik mobilisieren würde. Eine einheitliche Haltung der EU ist darum praktisch derzeit sehr schwierig und die Verantwortung für konkrete Schritte gegen die Annexionspolitik liegen beim Kerneuropa, bei Frankreich, Deutschland, Italien und den Benelux Staaten.

Einst ist klar; ohne den Druck drohender massiver wirtschaftlicher und politischer Sanktionen, wird Netanjahu seine Annexions- und Vertreibungspläne durchziehen.

Die Parlamentsmotion von déi Lénk wird angenommen

In der Tat hat die gesamte etablierte politische Kaste sich in der Palästina Frage seit Jahren in eine Sackgasse manövriert aus der es ohne Splitter und Späne keinen Ausweg mehr geben kann. Allerdings dämmert es nun einigen Politikern so langsam, dass bald ein point de non-retour überschritten wird und die Konsequenzen für Europa unkontrollierbar werden. Es ist in der Tat 2 Minuten vor 12. Nachdem das belgische Parlament mit großer Mehrheit eine Resolution gestimmt hat die Sanktionen gegen Israel im Fall einer Annexion des Jordantals fordert, hat [déi Lénk ebenfalls im Parlament eine ähnliche Motion vorgelegt](#) in der auch die Anerkennung des Staates Palästina gefordert wird. Erstmals haben die Regierungsparteien dem zugestimmt und somit ein erstes Zeichen gesetzt. Diesem ersten historischen Schritt müssen nun allerdings konkrete Taten folgen und innerhalb der EU muss dazu Klartext geredet werden. Eine gemeinsame diplomatische Initiative zusammen mit Belgien ist in Europa jetzt notwendig. Bemerkenswert bleibt auch, dass nur AdR und Piraten gegen diese Motion stimmten.

Auch die Zivilgesellschaft muss nun diesem historischen Wink mit der Scheunenpforte Rechnung tragen. déi Lénk sollte sich nun endlich auch der internationalen Boykottkampagne gegen Israel anschließen damit eine politische Wende im Nahen Osten möglich wird. Dieser Boykott wird ausdrücklich von der israelischen antikolonialistischen Linken und fortschrittlichen jüdischen Organisationen in den USA getragen um konkreten Druck auszuüben. Es ist also höchste Zeit, dass die Linke sich auch in Luxemburg ihrer Verantwortung bewusst wird und sich in dieser Hinsicht bewegt. Derzeit ist noch nichts entschieden, vieles steht auf des Messers Schneide und

eine weitere „Nakba“ (Katastrophe) bedroht weiterhin das palästinensische Volk.

Alain Sertic 05/07/2020

Zur Rolle der « alternativen Linken » in der aktuellen Rezession

Auch die alternative Linke wird durch die von der Corona-Pandemie gezündete Rezession vor eine neue Realität gestellt. Hatte man sich doch gerade erst mit einer notwendigen Entschleunigung der Wirtschaft angefreundet so wurde man nun aus heiterem Himmel mit dem Zurückschalten der industriellen Produktion konfrontiert. Zwei Monate später folgen dann milliardenschweren Konjunkturprogramme um genau diese Industrien erneut wieder anzukurbeln. Die Stabilitätskriterien der E.U., der Fiskalpakt und die Schuldenbremsen wurden im Handumdrehen über Bord geworfen und die weltweiten „Rettungspakete“ übersteigen das Volumen der Bankenrettung von 2008 und alles was es bisher in dieser Art gegeben hat.

Schon ab Ende 2018 ging u.a. in Deutschland die Industrieproduktion zurück und lag im Juni 2019 um 5,2% unter demselben Vorjahresmonat. Der Zeitraum seit dem Bankenkrach von 2008/09 hat die Unfähigkeit des Systems zu einem strukturellen Kurswechsel eindeutig bewiesen. 12 Jahre danach

stehen wir erneut vor den gleichen Problemen, nur die Dimensionen sind um vieles grösser geworden. Man war auf der gleichen Schiene ganz einfach auf Kredit weitergefahren und die Folgen sind eine massive weltweite Verschuldungen aller Akteure (Staaten, Konzerne, Haushalte), eine erneute industrielle Überproduktion, Verdrängungs- und Handelskriege, und eine noch hemmungslosere Umweltzerstörung die eine planetare Klimakatastrophe heraufbeschwört.

Triumph und Ohnmacht des « Keynesianismus »

Genau wie vor 12 Jahren soll nun weltweit durch noch mehr Finanzspritzen aus Steuergeldern und billige Kredite in Höhe von hunderten Milliarden dieses auf Profit und Verdrängungswettbewerb aufgebaute System erneut in Schwung gebracht werden. Es gäbe keine Alternative dazu, wird uns gesagt, ansonsten drohe der Bankrott und massive Arbeitslosigkeit. Wurde uns vor einigen Monaten noch erzählt, dass man kein Geld hätte für den ökologischen Umbau der Wirtschaft und einen Schuldenerlass für Griechenland oder die dritte Welt, scheint vorerst die Kapitalbeschaffung auf Pump oder vom Staat für die Konzerne kein Problem mehr zu sein. Die Anhänger von John Maynard Keynes in der Linken, die in Krisenzeiten mit öffentlichen Aufträgen, staatlichen Krediten und Arbeitsbeschaffungs-programmen den Kapitalismus retten wollen, könnten sich eigentlich freuen. Alle Regierungen in Europa tun das Gleiche. Das Problem ist nur, was bei kleineren konjunkturellen Krisen half, wird bei diesem globalen „Crash“ nicht mehr wirken, weil allgemein keine neuen Absatzmärkte existieren. Im aktuellen Fall werden die Konzerne dieses Kapital nicht zum ökologischen Umbau, sondern zur Erhöhung ihrer Produktivität, also zur Anfeuerung des Konkurrenzkampfes verwenden. Das Problem wird nicht gelöst, sondern nur auf eine höhere Ebene verlagert. Eine politische Strategie der Linken

die lauten würde erst einmal kurzfristig den Kapitalismus retten, um ihn dann nachher (vielleicht) zu verbessern und zu zähmen, würde für die alternative Linke in einem politischen Desaster enden.

Die Systemfrage drängt auf die Tagesordnung

Der springende Punkt bei dieser Krise ist ganz einfach, dass das „Nachher“ nicht die Fortführung des „Vorher“ sein kann. Ohne einen radikalen Paradigmenwechsel, werden die Probleme letztlich nur verstärkt. In dieser Situation muss die radikale Linke die Systemfrage stellen und mit praktischen Forderungen und Vorschlägen eine Alternative zum Kapitalismus propagieren. Die liberale Profitwirtschaft führt die Menschheit alle paar Jahre und in immer kürzeren Abständen in ein immer globaleres Chaos. Der Drang nach „Wachstum um jeden Preis“, wird als einziges Mittel gepriesen um aus der Krise heraus zu kommen, dabei ist das ja gerade die Ursache der globalen Krise. Es ist ein Teufelskreis der nur bewusst-politisch durchbrochen werden kann.

Jede Krise ist aber auch immer eine Chance für die Infragestellung dieses Systems. Die Begrenzungen des auf globalen Profit ausgerichteten Systems müssen durchbrochen werden. Das erste Prinzip muss lauten:

- Wir zahlen nicht für eure Krise und haften nicht für eure Schulden! Kein Schulterschluss und keine Teilnahme an nationalen Wiederaufbauplänen des Kapitalismus!

- Ohne soziale Mobilisation der Lohnabhängigen in Europa wird es keine wirksame soziale Verteidigung der sozialen Errungenschaften geben und schon gar keine Durchsetzung von offensiven Forderungen die den Rahmen der Marktwirtschaft in Frage stellen.
- Gegen den kommenden Anstieg der Arbeitslosigkeit müssen unbedingt spürbare Arbeitszeitsenkungen durchgesetzt werden.
- Bankrotte Firmen in strategisch wichtigen Sektoren der Ökonomie müssen verstaatlicht werden. Ebenso ist eine Verstaatlichung des Bank- und Kreditwesens unumgänglich um weitere Finanzspekulationen zu verhindern.
- Diese Krise muss genutzt werden um einen ökologischen Umbau der Wirtschaft einzufordern und zu beginnen. Dazu gehört eine Begrenzung des Flugverkehrs, eine Wende in der Verkehrspolitik, generell weg vom Individualverkehr, hin zum Kollektivtransport.
- Schluss mit der militärischen Rüstung und Forschung! Darum, massive Reduzierung der Militärhaushalte.
- Die Erhöhung der Hungerrenten und Löhne in Europa wäre das beste Konjunkturprogramm für Handel und Wirtschaft.
- Die Schulden der „dritten Welt“ müssen gestrichen werden und unter ökologischen Auflagen sollen neue

Investitionen erfolgen.

Es muss uns klar werden, dass wenn es dem Kapitalismus gelingen würde die jetzige Krise in seinem Interesse zu überstehen, uns dann eine noch viel schlimmere Periode von sozialer Ungleichheit, von Zerstörung der Umwelt und Interventionskriegen bevorstehen würde. So wenig ein Zurück in die 1960er Jahre möglich ist, sowenig wird es ein Zurück in die Zeit vor 2008 oder vor 2020 geben. Das Kapital hat keinen anderen Ausweg als den des Neoliberalismus und kann nur geschlossen die Flucht nach vorne antreten. Der Preis für die dafür notwendige Restauration der Profitrate würde dem arbeitenden Teil der Menschheit, aber auch der Umwelt teuer zu stehen kommen.

Ökosozialismus versus « Green New Deal »

Diese beiden Bezeichnungen stehen als Sammelbegriffe für 2 unterschiedliche Konzepte.

Der « Green New Deal » (GND) ist eindeutig ein Programm zur Umstellung der kapitalistischen Wirtschaft auf ökologische Produktion durch ein staatlich finanziertes Investitionsprogramm, bei dem die DNA des Systems, nämlich der Zwang nach Wachstum und nach Profit – also die kapitalistische Akkumulation – nicht in Frage gestellt werden. Der "Green New Deal" ist und bleibt ein Reparaturprogramm des neoliberalen Kapitalismus das letztendlich nicht klappen kann.

Dem gegenüber steht der Ökosozialismus für die Erkenntnis, das

nachhaltige Klima- und Sozialpolitikpolitik unvereinbar sind mit den grundlegenden Mechanismen der Geldherrschaft. Einen grünen, klimagerechten Kapitalismus kann es nie geben. Das Wachstum der profitorientierten Wirtschaft bedeutet folglich immer mehr Ressourcenverbrauch und mehr Zerstörung der Umwelt. Die Mechanismen, die uns in diese Krise geführt haben, taugen also nicht als Mittel um uns aus ihr heraus zu führen. Es muss demnach eine grundlegende und radikale Abkehr von den Prinzipien der bisherigen Produktionsweise erfolgen. Dazu bedarf es einer radikalen Senkung des Energie- und Rohstoffverbrauchs: die fossilen Energieträger (Kohle, Öl und Gas) müssen im Boden bleiben. Der individuelle Autoverkehr muss konsequent gesenkt werden. Eine Rekonversion der Autoindustrie ist unabdingbar. Verkehrs- und Transportwege müssen verkürzt werden, die Produktion muss „entschleunigt“ werden. Die Arbeit muss auf alle gerecht verteilt werden, und so weiter... Allein diese unvollständige Auflistung von nur einigen Zielsetzungen verdeutlicht sofort die Unvereinbarkeit mit der herrschenden Eigentumsverhältnissen. Wollen wir die Gesellschaft ernsthaft verändern muss also die Machtfrage gestellt werden. Eine umfassende Demokratisierung von wirtschaftlichen Entscheidungsprozessen muss zur Grundlage eines klimagerechten und sozialen Umbaus der Wirtschaft werden. Diese Krise wird wohl zur Schicksalsfrage der europäischen Linken werden.

Alain Sertic 31/05/2020

La lutte contre le racisme au Luxembourg et partout dans le monde doit être intensifiée

déi Lénk soutient les mouvements de contestation aux États-Unis et en Europe et appelle le gouvernement luxembourgeois à s'engager plus contre le racisme.

George Floyd fut assassiné par l'État américain le 25 mai : il mourut après qu'un policier s'agenouilla sur sa gorge pendant 8 minutes et 46 secondes pendant que Floyd l'implorait : „I can't breathe“. Breonna Taylor, une infirmière de 26 ans, fut abattue par la police dans son domicile le 13 mars, par erreur. Eric Garner fut assassiné par l'État américain le 17 juillet 2014 : il mourut après qu'un policier l'étrangla durant des minutes, pendant que Garner l'implorait 11 fois : „I can't breathe“.

Les manifestations de masses aux États-Unis ne dénoncent pas des incidents racistes individuels. Ils dénoncent un racisme structurel qui définit les États-Unis depuis toujours, et ils s'opposent surtout contre la déshumanisation persistante et les meurtres continus d'Afro-Américain.e.s par l'État et des vigilantes auto-proclamés blancs.

Le racisme n'est pas seulement une attitude personnelle, mais un modèle d'affaires dans lequel les humains non-blancs valent moins que les blancs, et un modèle de société dans lequel ces humains sont seulement des moyens pour arriver à une fin. Aux États-Unis, et aussi en Europe.

Aucune population aux États-Unis ne devient plus souvent victime de violence policière gratuite que les Afro-Américain.e.s. Aucune population n'est plus souvent acheminée, moyennant des lois taillées sur elle, vers le système carcéral privatisé où les États-Unis détiennent presque un quart de tous les incarcéré.e.s du monde. La police américaine travaille depuis des décennies avec du matériel militaire. Procuré pour alimenter l'industrie d'armes, légitimé par un péril « noir » qu'il faut absolument maintenir dans les esprits et mettre en scène par des interventions médiatisées afin de pouvoir continuer de tirer profit de la production d'armes et du complexe carcéral-industriel. Nous nous souvenons des véhicules blindés à Ferguson, Missouri, en 2014, après que la police a touché par balle Michael Brown et l'a laissé saigner à mort dans la rue pendant 4 heures. Au plus tard depuis la menace du président Trump d'envoyer l'armée dans les villes contre la volonté des gouverneurs pour « dominer » le peuple, nous nous souvenons aussi des chars dans les rues en flammes de Detroit en 1967 et des émeutes de Los Angeles en 1992. Nous nous souvenons aussi du péril prétendument posé par les réfugié.e.s continuellement invoqué en Europe et au contrôle au faciès pratiqué surtout dans les trains, les gares et les aéroports, où l'identité raciale ou ethnique perçue suffit pour légitimer un contrôle policier. Nous nous souvenons de la militarisation de la Méditerranée où des centaines de personnes meurent chaque année. Nous nous souvenons d'Oury Jalloh et de Laya-Alama Condé, tués par la police en Allemagne. Nous nous souvenons d'Amadou Koumé et d'Adama Traoré en France. Nous nous souvenons des innombrables autres persécuté.e.s et tué.e.s par la police en Europe pour leur « race ».

Aucune population aux États-Unis n'était et n'est plus fortement touchée par le CORONA que les Afro-Américain.e.s. Il en est de même pour la population noire au Royaume-Uni. En

Allemagne, au début de la vague d'infections actuelle, les foyers de réfugié.e.s surpeuplés furent simplement scellés du monde extérieur par la police, pendant que le virus se propageait à l'intérieur, infectant et tuant nombre de personnes. Au Luxembourg, certain.e.s réfugié.e.s ont dû endurer le confinement dans des chambres sans fenêtres dans des containers.

Aucune population aux États-Unis n'est plus exploitée économiquement que les Afro-Américain.e.s. Mais sur les plantages européennes aussi, des migrant.e.s « illégaux »/ « illégales » de l'Afrique sub-saharienne sont exploité.e.s dans des conditions parfois semblables à l'esclavage afin que les aliments restent à bas prix au Luxembourg et ailleurs. Les forces de l'État, par exemple en Italie, ne ferment pas seulement volontairement les yeux sur ces conditions, mais aident à déporter des travailleurs osant réclamer leurs droits. L'étude européenne « Being Black in Europe » publiée en 2018, et les événements suivants sur « Being Black in Luxembourg » ont montré il n'y a que peu de temps qu'aussi au Luxembourg le racisme, surtout contre les noirs, n'est pas seulement présent dans les esprits, mais a des racines profondes dans les conditions sociales. Dans notre pays aussi, la discrimination et l'exploitation sur le marché du travail blessent.

L'assassinat filmé de George Floyd donne preuve une nouvelle fois que le racisme continue de tuer. Mais la mobilisation pour demander justice pour George Floyd et les autres victimes de la violence policière démontre aussi que ce racisme n'est plus toléré. L'appel « Black Lives Matter ! » nous rappelle de lutter aussi en Europe et au Luxembourg contre l'exploitation structurelle des personnes non-blanches, et surtout noires. déi Lénk est solidaire avec les mouvements de contestation aux

États-Unis. déi Lénk soutient aussi les mouvements d'Afro-Descendant.e.s au Luxembourg et lutte contre le racisme et le fascisme en toute forme, partout, à tout moment. De ce fait, déi Lénk appelle le gouvernement luxembourgeois à s'engager au monde et sur place contre toute forme de discrimination et surtout contre le racisme structurel. Nos prochain.e.s ne doivent plus être réduit.e.s à des objets ou commodités, à des main d'œuvres exploitées et invisibles, à des alibis pour l'acquisition de matériel policier et de surveillance.

déi Lénk revendique notamment que:

- Le gouvernement et le parlement dénoncent de manière directe et par le moyen de l'Union Européenne les États-Unis pour leur racisme structurel, et qu'ils interviennent sans conditions pour la protection des manifestant.e.s
- Le gouvernement et le parlement doivent prendre des positions claires et fortes contre la militarisation de la Méditerranée et s'engager pour un renforcement des structures humanitaires aux frontières extérieures de l'Europe
- Le gouvernement et le parlement doivent créer des mesures de contrôle et de pénalisation effectives pour assurer la protection des minorités. Le commerce avec des commodités produites, en Europe ou ailleurs, sous des conditions dédaigneuses de la dignité et des droits humains doit être interdit et les États qui soutiennent ou facilitent un tel commerce rendus responsables devant

la justice européenne

- Le gouvernement et le parlement doivent intervenir contre la discrimination dans le système éducatif, qui, sur base de stéréotypes racistes, oriente les personnes non-blanches prioritairement vers des formations professionnelles avec des perspectives de revenue réduit, et créer activement des mesures pour assurer plus de diversité et d'intégration dans toutes les formes d'éducation et à tous les niveaux
- Le gouvernement et le parlement doivent créer des mesures de contrôle et de pénalisation effectives contre la discrimination sur le marché du logement, où les réfugié.e.s et personnes non-blanches continuent d'être désavantagés sur base de leur origine ou identité
- Le gouvernement et le parlement doivent garantir que le contrôle au faciès n'est pas exercé au Luxembourg
- Le gouvernement et le parlement doivent enfin donner au Centre pour l'égalité du traitement un réel pouvoir, entre autres en augmentant son budget, en rendant la coopération active dans les enquêtes du CET obligatoire sous menace de pénalisation et en accordant au CET le droit de porter devant la justice des cas de discrimination

Le racisme n'est pas simplement une opinion, mais surtout un système d'exploitation et de marginalisation motivé

économiquement. L'éducation et les explications sont des instruments centraux mais insuffisants dans la lutte contre le racisme. C'est pourquoi cette lutte – aux États-Unis, en Europe, au Luxembourg – doit aussi être une lutte contre la capacité de tirer profit, matériellement ou personnellement, de la dévalorisation d'autres hommes.

Sebastian Weier 05/06/2020

Militärausgaben in Zeiten von Corona

2017 betrug die Militärausgaben Luxemburgs 0,4 % des Bruttosozialproduktes, heute sind es rund 0,6 % und angestrebt werden bis 2024 0,72 %. "Wir liegen gut im Soll", loben sich die Verantwortlichen der luxemburgischen Armee. Vor kurzem hat Verteidigungsminister François Bausch die Erhöhung eines Posten um mehr als 100% beantragt, um ein für einen Satelliten konzipiertes Beobachtungssystem anzuschaffen. 190 Millionen zusätzlich zu den beantragten 170 Millionen wünscht sich Verteidigungsminister François Bausch. NAOS-« National Advanced Optical System »-heißt die "Maschine", bestückt mit dem Programm « Luxembourg Earth Observation System » (« LUXEOSys »), das die nächsten 14 Jahre gestochen scharfe Bilder aufnehmen soll und als Beitrag Luxemburgs den NATO Partnern zukommen soll.

Wie eine verwaltungstechnische Katastrophe lesen sich die Erklärungen der Regierung: strategisch notwendige Standortverlegung von Diekirch ins belgische Redu, Auslagerung des Betriebes des Satelliten, weil die eigene Truppe nicht ausgebildet ist, und Eingestehen finanzieller Fehlkalkulationen 2 Jahre nach der Zustimmung des Parlamentes 2018. Man erdreistete sich sogar vor zwei Jahren, dem Parlament ein Gesetzesprojekt vorzulegen, das noch nicht einmal mit den Geschäftspartnern ausgehandelt war. Keine Ausgabe scheint der Regierung von Xavier Bettel zu absurd, um die vom U.S.-Präsidenten Donald Trump geforderten 2% des BIP für Verteidigungszwecken nachzukommen.

Claude Simon 03/05/2020

Crises, blocus et menaces de guerre au Venezuela

Depuis plusieurs semaines le Président américain Trump et la droite réactionnaire autour de l'équipe Guaidó font tout pour préparer un nouveau coup de force contre le gouvernement bolivarien du Venezuela.

Une politique impérialiste criminelle des américains

Concentration de plusieurs milliers de soldats et formation

d'unités paramilitaires composés de mercenaires en Colombie, présence de la marine US devant les côtes vénézuéliennes. Blocus et sanctions de vente d'aliments, de médicaments et d'accès aux crédits du FMI. Le 26 mars, le département de justice US ont annoncé des poursuites pour narcotrafic contre le Président Maduro et une dizaine d'autres dirigeants vénézuéliens, et offrent une prime de 15 millions de dollars pour sa tête. L'escalade actuelle, sur fond de pandémie COVID, se dirige vers une agression militaire ouverte.

Suite aux sanctions économiques multiples, l'économie (qui est toujours capitaliste, il faut le souligner) est durement affectée et le peuple survit seulement grâce aux rationnements. Les pénuries d'aliments et de médicaments sont récurrentes. Le pays connaît sa septième année de récession et suite à l'effondrement monétaire et la chute du prix mondial du pétrole, le pouvoir d'achat des salariés est devenu quasi nul.

Dans ce contexte de crise la propagation de l'épidémie Corona dans le pays aurait des conséquences démesurées au Venezuela et au-delà. Pour cette raison l'ONU, l'union européenne et même le pape François et le *Financial Times* ont pris leurs distances vis-à-vis de la politique de la « pression maximale » de Donald Trump, sans pour autant la contrarier efficacement.

Blocus, sanctions et menaces de guerre

Devant l'état des choses la classe ouvrière est choquée, désorientée et partiellement démoralisée. Tous – ou presque

tous – les acquis de l'ère Chavez ce sont évaporés et un sentiment de frustration est générale, ce qui empêche l'émergence d'un mouvement populaire de protestation à gauche de la politique de Maduro. Les gens ne se font pas d'illusions sur ce qui les attend après une hypothétique victoire de la droite réactionnaire à la Guaidó, et ils ne savent pas comment influencer et corriger la direction du PSUV, largement discrédité par leurs compromis avec le système capitaliste qui a mené e Venezuela dans le chaos actuel.

Pourtant les causes et les faiblesses du chavisme viennent de loin, et maintenant devant l'ampleur de la crise sociale et économique il devient urgent de faire un bilan clair et critique.

C'est Hugo Chavez lui-même qui a façonné le « Mouvement pour la cinquième république » à partir d'une conjuration d'officiers de gauche, et qui a implanté dès le début plusieurs déformations et des approches pragmatiques, voire opportunistes, dans ce qui allait devenir dans la suite le mouvement bolivarien.

Pour évoquer seulement les principaux points critiques :

- La conception « interclassistes » du Mouvement. Le PSUV n'est pas un parti révolutionnaire des ouvriers et paysans, mais une structure qui a comme objectif de rassembler aussi la « bourgeoisie patriotique », ce qui veut dire : faire l'alliance avec la partie du patronat qui accepte des arrangements profitables avec le nouveau régime.

- La conséquence principale de ce choix, c'est directement le refus d'encourager l'auto-organisation autonome des travailleurs dans les entreprises. Pas de structures de conseils d'ouvriers (de soviets) sur les lieux de travail. Le résultat en est la limitation au système parlementaire bourgeois et au système représentatif indirect.

- Le culte du chef, du « caudillo » comme juge suprême en dernière instance. Par exemple, Chavez est intervenu plusieurs fois dans la composition des listes électorales régionales et nationale en imposants des personnages douteux, des patrons pro-Chavez, contre des syndicalistes et militants de gauche.

- Pas de visions et de programme clair sur le pouvoir de la classe ouvrière et d'une future société socialiste. Cette vue des choses à mené directement vers une compréhension « campiste » de la réalité mondiale. Posez une fois la question à un chaviste sur la différence entre la révolution mexicaine et cubaine ! Les questions de la propriété privé et de l'accumulation du capital sont absentes ou largement sous-estimés dans le programme chaviste.

- L'enrichissement personnel est nullement banni dans l'idéologie et la pratique bolivarienne. Chavez a donné une nouvelle constitution à la République, mais l'appareille d'État est resté le même dans ses structures et son personnel.

- Ainsi beaucoup de cadres chavistes ont une activité

commerciale parallèle avec leurs mandats ou responsabilités politique. Ils connaissent alors les besoins du marché et ont un accès aux « crédits illégal » via le trésor public. Lénine et Trotski ont permis l'enrichissement privé lors du temps de la politique de la NEP, mais cette activité était honnie et mal vue pour les cadres révolutionnaires. À Caracas, c'est tout le contraire. Naturellement, il devient difficile pour les véritables socialistes de lutter contre la spéculation alimentaire et le marché noir quand presque tous les cadres, à tous les niveaux, ont leurs « business » à côté. Après la mort de Hugo Chavez ces pratiques ont pris une nouvelle dimension. En 2013, quand Maduro est devenu président, il a nommé comme présidente de la Banque centrale une économiste marxiste intègre, Edmée Betancourt. Lors du contrôle des comptes elle a dû constater un passif de devises de 23 800 millions de dollars qui avaient disparu des coffres de la Banque centrale et avaient été transférés légalement au secteur bancaire privé. Maintenant on estime que 350 milliards de Dollars ont disparu ainsi !

Lutter contre la droite réactionnaire et les bureaucrates-profiteurs

Cette masse d'argent reflète l'apparition d'une nouvelle caste. Elle est composée de fonctionnaires d'État, de la bureaucratie de PSUV, d'un secteur des forces armées, et de certains appareils syndicaux. Quand Chavez se rendait pour la dernière fois à Cuba, il a professé à deux de ses amis : « Je me sens infiltré dans ce gouvernement ». Dans son propre gouvernement ! C'était de sa part le constat honnête des erreurs, des faiblesses et des retards ou des incompréhensions politiques accumulés.

Pourtant la bataille n'est pas encore perdue et le peuple vénézuélien n'a pas encore dit son dernier mot. Un second souffle de la révolution bolivarienne reste possible, c'est ce que redoute aussi bien la vieille bourgeoisie comprador et l'impérialisme U.S. que les nouveaux accapareurs de la République chaviste. Les révoltes du Chili et de l'Equateur, ainsi que les résistances contre les néolibéraux en Bolivie et en Argentine le prouvent. Pour ça, le Venezuela a besoin de la solidarité de la gauche européenne. Les menaces de Donald Trump doivent cesser. Le blocus économique, commercial et financier doit cesser. Une aide d'urgence en crédits et en médicaments doit parvenir au Venezuela. Le gouvernement Maduro est jusqu'à présent le seul légitime, pas les marionnettes de Trump. Indépendamment des erreurs et dégénération politiques, la Nation vénézuélienne a droit à la non-ingérence et à son autodétermination. La gauche radicale a le devoir de critiquer les dirigeants boliviens, mais elle a aussi un devoir de solidarité contre la politique ouvertement impérialiste des États-Unis et de leurs alliés.

Alain Sertic 20/04/2020

Niederlagen für Jeremy Corbyn und Bernie Sanders – Was nun?

Zwei Hoffnungsträger der sozialdemokratischen Erneuerung stehen vor dem vorläufigen Aus. Jeremy Corbyn hat im Kontext des Brexits eine historische Parlamentswahl in England verloren und Bernie Sanders hat den zweiten Preis bei der Nominierung des US-Präsidentschaftskandidaten der Demokratischen Partei erhalten. In beiden Fällen kann man das nur als Rückschläge für diese Exponenten der institutionellen Linken bewerten. War diese Entwicklung also unvermeidbar und welche Lehren kann man daraus ziehen?

Der Fall Jeremy Corbyn

Nach langen Jahren neoliberaler Chefs an der Spitze der Labour Party war die Wahl von Corbyn zum Parteivorsitzenden ein spektakulärer Durchbruch für die Linke in Großbritannien. Seine Prioritäten und Aussagen, weg von der Akzeptanz des Neoliberalismus, bestätigten den politischen Kurswechsel und beflügelten die kühnsten Hoffnungen. In den folgenden Monaten gewann Labour tausende neue und junge Mitglieder wodurch erneut sozialistische Forderungen und Lösungen zur Debatte kamen.

Allerdings wurde Corbin in der Folgezeit mit Problemen

konfrontiert die so nicht im Fahrplan vorgesehen waren.

- Das waren vor allem die tiefsitzende Ablehnung der E.U. als supranationales Staatsmodell in weiten Teilen der traditionellen Arbeiterklasse, in deren Augen die E.U. die Schuld am industriellen Niedergang Britanniens trug und ihren sozialen Abstieg zumindest nicht stoppen konnte. Dieses Potential wurde von der reaktionär/nationalistischen Rechten erschlossen.
- Labour war in der Frage zur E.U. gespalten und Corbyn wollte dazu keine klare Antwort eines „linken Brexit“ entwickeln und durchsetzen. Dies hätte eine konsequente Weiterführung eines sozialistischen Programms und einer linken Kritik an der E.U. erfordert, denn ein „linker Brexit“ hätte tiefgreifende wirtschaftliche und gesellschaftliche Veränderungen im Königreich unausweichlich gemacht. Corbyn setzte im Gegenteil eher auf Reformen in den Beziehungen zur E.U. die er der Arbeiterklasse nicht glaubhaft vermitteln konnte.
- Im Rahmen seiner Kompromisslinie, ausgerichtet auf den Erhalt der Einheit der Labour Party, versäumte Corbyn es die Dynamik der Anfangsjahre auszunutzen um die damals minoritäre alte Generation der rechten Parteibürokraten aus Tony Blairs Zeiten abwählen zu lassen. Er versuchte sie einzubinden anstatt sie durch neue Linke zu ersetzen. Als Dank dafür ertete Corbyn dann die gegen ihn inszenierte „Antisemitismus Kampagne“ der Parteilinken!
- In der Labour Hochburg Schottland wird die

Arbeiterpartei nun vermehrt mit der nationalistisch/separatistischen SNP konfrontiert die den Unzufriedenen eine nationale Unabhängigkeit als gesellschaftliche Alternative anbietet. Eine klare internationalistische Herangehensweise in dieser Problematik wurde ebenfalls verpasst.

Fazit: Die gegenüber der E.U. und dem Brexit unklare politische Linie und die Vermeidung einer Polarisierungen – u.a. des bewussten Anfachens realer sozialer Kämpfe und Streiks – haben die Wahlniederlage des institutionell ausgerichteten linken Gentlemans Corbyn bewirkt. Ironie der Geschichte: Gerade viele englische Ur-Proletarier verstanden ihn darum nicht und verweigerten dem politisch linksten Labour Führer seit 100 Jahren im entscheidenden Moment ihre Wahlstimme.

Der Fall Bernie Sanders

Die institutionelle Politik in den USA besteht aus zwei bürgerlichen prokapitalistischen Parteien, wobei die Demokratische Partei sich seit jeher als Sprachrohr für die Anliegen der Verlierer des Systems versteht. Anfang des 20ten Jahrhunderts gelang es der Bourgeoisie aufgrund der imperialen Expansion und der ethnischen Spaltung der Arbeiterklasse das Aufkommen von Arbeitermassenparteien wie in Europa zu verhindern. Die Krise der US Gesellschaft überträgt sich auf das 2-Parteien-System. Dieser Hintergrund erklärt die spektakuläre Resonanz des Senators aus Vermont, Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez und der DAS (Democratic Socialists of America), die sich die Themen soziale Gerechtigkeit und Chancengleichheit auf ihre Fahnen geschrieben haben.

Obwohl die programmatischen Forderungen der DSA aus europäischer Sicht betrachtet sehr bescheiden und elementar anmuten (wie z.B. ein bezahlbares Universitätsstudium, allgemeine Gesundheitsversicherungen usw.), gelten sie in den USA als sozialistisch. Man kann es Sanders als eindeutigen Verdienst anrechnen, dass er dazu beitrug den Konsens der Verteufelung sozialer und sozialistischer Forderungen aufzubrechen.

Das ändert allerdings nichts an dem Problem, dass die D.P. weiterhin eine bürgerliche Partei bleibt die von Millionären beherrscht und geführt wird. Sie tolerieren bewusst einen sozialen Flügel in ihren Reihen um die Bildung einer autonomen Arbeiterpartei zu verhindern und sie brauchen die Stimmen der Arbeiterklasse um gegen die Rechte eine Chance zu haben.

Das US Wahlsystem ist als Majorz-System mit indirekten Wahlmännern in unterschiedlicher Zahl je nach Bundesstaat wohl eines der ungerechtesten der Welt. Nicht umsonst konnte Trump mit 3 Millionen Stimmen weniger als Clinton die Präsidentschaft gewinnen. All diese Hürden erschweren die Etablierung einer Arbeiterpartei gegen das 2-Parteien-System. Letztendlich darf der soziale Widerstand in den USA dieses strategische Ziel aber nicht aus den Augen verlieren. Ohne die Existenz einer eigenständigen Arbeiterpartei, zumindest in den wichtigsten Bundesstaaten, werden die sozialistischen Kandidaten in der D.P. immer den Kürzeren ziehen und ihre Interessen auf der Strecke bleiben. Das enorme Prestige, das die Linke nun gewonnen hat muss dazu genutzt werden ihre eigenständigen Forderungen zu artikulieren und sich weiter aufzubauen, in Erwartung eines unausweichlichen „Bruchs“ dessen Zeitpunkt noch nicht feststeht.

Trump, Johnson, Bolsonaro und Corona

Eine Epidemie erschöpft sich, wenn 60 Prozent der Bevölkerung durch Ansteckung immunisiert sind. So heißt es in der allgemeinen Epidemienlehre. Bleibt zu sehen, ob diese allgemeine Lehre auch auf das Coronavirus zutrifft, denn es ist noch nicht bekannt, wie lange die Immunität der Geheilten anhält.

Bedenkt man, dass die meisten asiatischen und westeuropäischen Länder auf eine Abwehrstrategie gegen das Coronavirus setzen, die auf eine Begrenzung der sozialen Kontakte und unterschiedliche Grade von Ausgangssperren fußt, so stellt sich die Frage, was die Regierungen der USA, Großbritanniens und Brasiliens dazu bewegt (oder bewegte), hauptsächlich in Herdenimmunität zu vertrauen und Ausgangssperren nur selektiv in den „hotspots“ zu verhängen? Wie bekannt, hat Boris Johnson inzwischen eine Kehrtwende um 180 Grad verkündet.

Was sind nun eigentlich die Unterschiede zwischen diesen Abwehrstrategien? Die asiatische und westeuropäische Strategie der Selbstisolierung und Ausgangsbegrenzungen besteht darin, die Infektionskurve der Pandemie so abzurunden, dass sie zwar länger anhält, aber weniger Menschen auf einmal krank werden. Dies erlaubt es den Krankenhäusern und anderen medizinischen Institutionen nach und nach alle oder zumindest die am schwersten Erkrankten aufzunehmen. Dagegen setzt das Vertrauen in die Selbstheilkräfte der Herdenimmunität auf eine kurzfristig höhere aber zeitlich begrenztere Sterblichkeit und eine schnellere Rückkehr zur wirtschaftlichen Dynamik.

Die niederländische Regierung sah sich gar dazu gezwungen zu bestreiten, dass sie eine Strategie der Herdenimmunität verfolgt. Über die letzten Jahre wurde das holländische Gesundheitssystem dermaßen rationalisiert, dass es außerstande ist, größere Zahlen von schwer Erkrankten zu behandeln. In den USA wird Donald Trump nach jeder unqualifizierten Behauptung von den Experten widersprochen. Er und Jair Bolsonaro werden vielleicht das Glück haben, dass der Atlantik (sprich der weitgehend unterbrochene Verkehr darüber) die Wanderung der Viren etwas bremst. Die Zuwachszahlen der letzten Tage lassen aber auf eine andere, bedenkliche Entwicklung schließen. Ähnliche Strategien wie in den Niederlanden verfolgen auch Schweden und die Schweiz.

Liberalismus, Populismus, Sozialabbau, schlanker Staat, Privatisierung

Das sind die gemeinsamen Charakteristiken von Regimen wie jener Trumps und Bolsonaros und sie treffen auch weitgehend auf die Niederlande zu; selbst wenn Premier Rütte wenig von einem Populisten hat. Es gibt in den Niederlanden wenig

Widerstand gegen Rüttes Strategie. Die Bewältigung eines riesigen Problems, das sich aus der Natur ergibt, wird auf eine politische, neoliberale Weise gelöst, wobei die Theorie der Herdenimmunität erhalten muss, um die Privatwirtschaft zu retten und die „Gesund schrumpfung“ der öffentlichen Gesundheitssysteme fortzusetzen. Dabei wird die Möglichkeit, dass es in kürzester Zeit zu einer Explosion der Infektionen und zu einem Massensterben kommt in Kauf genommen. Die Kehrtwende Boris Johnsons ist wohl darauf zurück zu führen, dass er eingesehen hat, dass ein Ausrutschen der Herdenimmunität in Richtung eines schnellen, unkontrollierten „peaks“, das Ende seiner politischen Karriere bedeuten könnte. Denn die Frage der Gesundheitspolitik (Stichwort NHS-National Health Service) ist seit Jahren Politikum und zentrales Streitobjekt im Vereinigten Königreich. In den USA gilt die Faustregel, dass ein während einer Rezession ausgehender Präsident nicht wiedergewählt wird...

Es bleibt die Frage zu klären, ob die Politik des „laissez-faire“ in der Coronakrise ausschließlich auf die schnöde wirtschaftsliberale Ausrichtung zurück zu führen ist.

Calvinistischer Rationalismus oder Priorität der Wirtschaft vor der Volksgesundheit

Es gibt wohl einen Zusammenhang zwischen der kulturell „calvinistischen“ Tradition und dem Wirtschaftsliberalismus, wobei der Calvinismus eine eurozentristische Vereinfachung und Zusammenfassung für vielfältige protestantische Strömungen wäre. Dass alte oder gebrechliche Menschen – die das Gesundheitssystem ohnehin viel Geld kosten – Opfer einer aus der Natur kommenden und ohne Fremdeinwirkung ablaufenden Infektionswelle werden, wird in verschiedenen Kulturkreisen

geduldet, in anderen als inakzeptabel empfunden. Die Tatsache, dass in den Niederlanden die öffentliche Meinung bisher Premier Rütte nicht entgegentritt deutet darauf hin, dass der kulturelle Aspekt durchaus eine große Rolle spielt. Ob diese Tradition in der breiten Öffentlichkeit auch noch Bestand hat, wenn die Altenheime sich leeren und viele Familienmitglieder oder Bekannte mit dauerhaften Krankheiten („comorbitité“) sterben, ist eine andere Frage.

Dennoch ist die bestimmende Frage die der wirtschaftsliberalen Ausrichtung der politischen Mehrheiten. Trump verkündete am 24. März, er wolle, dass zu Ostern die Geschäfte alle wieder geöffnet seien und die Kirchen gefüllt. Zu Ostern wird der „peak“ der Epidemie in den USA erwartet! Laut Trump berge eine Rezession mehr gesundheitliche Gefahren als die Pandemie! Für ihn wie auch für seinen Freund Bolsonaro – beide lügen schneller als ihre Schatten – gilt, dass sie die Medienszene beherrschen und das fast rund um die Uhr. So ist es auch zu erklären, dass Trumps Beliebtheitswerte sprunghaft angestiegen sind...Nur er ist zu hören und sehen. Doch Beliebtheitswerte sind Schäume.

Rezession ohnehin

Die Rezession ist unabwendbar. Die Wirtschaft ist weltweit im freien Fall. Seit dem Höhepunkt der Börsenkurse der Wallstreet im Februar wurden 37% des Börsenkapitals vernichtet. Seit der Wahl Trumps sind nun 10.000 Milliarden \$ verfliegen! Riesenunternehmen wie Boeing sind praktisch pleite, wie in Europa auch steht der Einzelhandel still. Im Gegensatz zu Europa jedoch, wo es Entschädigungen für Teilzeitarbeit gibt, stehen amerikanische Arbeitslose ohne Krankenversicherung da. Die Staatskasse soll nun jedem Erwachsenen 1000\$ zukommen

lassen, sollte das ernst gemeint sein und die sanitäre Krise nur einen Monat dauern, was undenkbar ist.

Die Rezession ist nun aber keine rein amerikanische Gewissheit, sondern eine weltweite. Als Gegenreaktion werden alle disziplinierenden Maßnahmen, wie die 3% Mehrverschuldungsgrenze in der EU, außer Kraft gesetzt. Die FED macht wieder „quantitative easing“, das heißt sie kauft den Banken Staatsanleihen ab, was dem Gelddrucken gleichkommt. Die angekündigten Wirtschaftsförderprogramme erreichen kolossale Ausmaßen. In dieser Hinsicht unterscheiden sich die beiden Modelle („bleif doheim“ oder Herdenimmunität) gar nicht so sehr.

Das Gelddrucken und die neue Staatsverschuldung (sogar im schwarze-Null-Land Deutschland) erinnern an Strategien der Nachkriegszeit. Premier Bettel spricht von einem Marshallplan für die luxemburgische Wirtschaft, doch kommt das Marshallgeld diesmal aus der eigenen Tasche. In der Tat betrifft die wirtschaftliche Krise diesmal nicht vor allem den Bankensektor, sondern alle Wirtschaftszweige: von den großen Industrieproduzenten, über die Transportindustrie bis zum kleinen Handel. Diese Rezession wird tiefgreifender sein als die von 2008. Die zu lesenden Prognosen betreffen vornehmlich das 2. Quartal 2020. Das ist witzlos. Die Frage, die sich stellt, ist nicht die nach einem Einbruch in Höhe von 20% für das zweite Quartal 2020, sondern nach einem nachhaltigen und anhaltenden Zusammenbruch des Bruttoinlandprodukts.

„Rien ne sera plus comme avant“ prophezeite Frankreichs Präsident Macron. Das wäre zu hoffen. Und doch laufen die Rettungsprogramme der Großen dieser Welt darauf hinaus, dass das liberale Wirtschaftssystem, die Globalisierung, die

Zerstörung des Planeten und die immer größere Kluft zwischen arm und reich wie gehabt weiterbestehen sollen. Man muss den Satz Macrons mit anderem Inhalt auffüllen. Diese Krise ist so tief, dass ein weltweiter Paradigmenwechsel möglich sein könnte, falls die Vertreter einer anderen Welt ihre Stimme erheben. Im Moment ist die breite Öffentlichkeit darauf konzentriert Menschenleben zu retten. Danach wird es darum gehen, lebenswerte Menschenleben auf einem Planeten zu gestalten, der vom Virus der kapitalistischen Selbstzerstörung geheilt ist.

Frank Jost 25/03/2020

Zu den politischen Kräfteverhältnissen in der EU und zur Situation der Linken in Europa

1. 2019 – eine neue Situation?

Zu den Meldungen 2014 gehörten u.a.: das Inkrafttreten von Obamas Gesundheitsreform, die Besetzung der Krim, die Wiederwahl des Ungarischen Regierungschefs Victor Orban nun

mit Zweidrittelmehrheit, die Wahl Matteo Renzis (PD) zum Ministerpräsidenten Italiens, der Ausbruch von Ebola, der Gaza-Krieg, das Ausrufen des Kalifats in Syrien durch den IS (Islamischer Staat), die Vertreibung der Jesiden, das schottische Referendum, die Enthüllungen von Edward Snowden zum NSA, der Beginn der Pegida-Demonstrationen im Dezember 2014.

Betrachtet man diese Meldungen heute im Jahr 2019, so verweisen sie auf Kontinuitäten, Veränderungen von Entwicklungen, deren Rückwirkungen auf die politischen Landschaften zum Teil erst im Verlaufe der letzten vier Jahre bedeutsam wurden.

Weltweit und auch in Europa haben sich die Kräfteverhältnisse verändert. Mit Trump, Erdogan, Bolsonaro, Kurz, Salvini oder Orbán kamen Menschen in das höchste Amt ihrer Länder, die ihrerseits Demokratie geringschätzen oder offen in Frage stellen. Sie betreiben aktiv die Durchsetzung eines autoritären Kapitalismus. (vgl. Candeias/Bussemer, 2019)

Verantwortung für globale Probleme wie Klimaerwärmung, Naturzerstörung wird von ihnen nicht mehr übernommen. Auf eine Politik des Dialogs folgt eine neue Welle der Militarisierung bis hin zu neuer nuklearer Bewaffnung. Das soziale, politische und kulturelle Auseinanderdriften von Gesellschaften wird in Kauf genommen oder durch weitere soziale Kürzungen mit befördert. Zäune und Mauern sollen helfen gegen weltweite Migration infolge von Krieg, Hunger, Armut und Umweltzerstörung. All dies wird getragen von neuen und alten Konservativen und einer sich etablierenden autoritären und extremen Rechten, auch in Europa.

Auch die EU hat sich verändert. Die Bearbeitung der Krise 2008/2009 führte zu einem Schub der Europäisierung von Finanz- und Haushaltspolitiken durch Schuldenbremse, Kontrolle der nationalen Haushalte insbesondere der Eurozone und zur

Herausbildung neuer europäischer Instrumente, wie Eurogroup (Treffen der Finanzminister der Euro-Staaten) oder Europäisches Semester (Überprüfung der nationalen Haushalts- und Reformentwürfe, bevor diese von den nationalen Parlamenten beschlossen werden). Mit der Politik der Memoranden wurde in Griechenland erstmals erfolgreich eine Methode der radikalen Außerkraftsetzung nationaler Souveränität und der bedingungslosen Unterordnung von Sozialpolitik unter die Haushalts- und Finanzpolitik praktiziert. Seit Jahren bestimmt sozialstaatlicher Rückbau, die Privatisierung öffentlicher und sozialer Infrastrukturen die herrschende Politik. Europaweit werden die Liberalisierung und Deregulierung der Arbeitsmärkte durchgesetzt und dies mehrheitlich von konservativen, sozialdemokratischen oder sozialistischen Parteien. Aber diese Aushöhlung von Demokratien auch hinsichtlich ihres sozialen Gehalts wirkt zugleich auch auf die politischen Systeme und verändert sie national und europäisch.

2. Veränderung der politischen Kräfteverhältnisse

Dies zeigte sich bereits bei den Europawahlen im Jahr 2014. Die beiden großen Parteienfamilien: Konservative und Sozialdemokraten/Sozialisten verloren deutlich an Zustimmung infolge der von ihr betriebenen Politik des Sozial- und Demokratieabbaus und der Unfähigkeit auf neue globale Herausforderungen adäquat zu reagieren. Die sich seit 2014 abzeichnende Tendenz verstärkte sich vor allem in den Kernländern der EU bis 2019 bei den nationalen Parlaments- und Präsidentschaftswahlen. Nach derzeitigen Umfragen zu den Europawahlen würden Konservative und Sozialdemokraten/Sozialisten je ca. 50 Sitze im Europäischen Parlament auch infolge der Verluste in ihren Ländern

verlieren.

Ein Teil der früheren konservativen oder sozialdemokratischen Wählerschaft orientierte sich in den nördlichen Teilen Europas eher rechts, während der Protest gegen europäische Austeritätspolitik im europäischen Süden deutlich nach links ging, vor allem mit Blick auf die Wahlergebnisse der Linken in Spanien, Portugal und natürlich Griechenland. Eine solche vereinfachende Nord-Süd-Teilung gibt es 2019 nicht mehr, spätestens mit dem Erstarren der politischen Rechten in Spanien zeigt sich, dass mit dem Aufbrechen neuer Konflikte wie in Spanien die Frage der Autonomie Kataloniens die Proteste auch von rechts eingebunden werden können, vor allem dann, wenn Antworten der Linken ausbleiben oder widersprüchlich sind. Auf die nachlassende Dynamik und Bindungskraft von Parteien der radikalen Linken soll später differenzierter eingegangen werden.

Wirft man derzeit einen Blick auf die im Europaparlament vertretenen Parteifamilien bzw. Fraktionen, so liegt der Anteil jener Parteien, die theoretisch für ein linkes Lager stehen, gegenwärtig mit Linken, Grünen und Sozialdemokraten/Sozialisten bei ca. 35 %. Dabei liegt der Anteil der Sozialdemokraten/Sozialisten bei Umfragen zu den Europawahlen derzeit bei 20,64 % – vor allem dank der britischen Labour-Party und der spanischen Sozialisten. Der Anteil der radikalen Linksparteien mit derzeit 6,92% genau bei ihrem Ergebnis von 2014, der Anteil der Grünen mit 7,99% etwas über ihrem Ergebnis von 2014 (6,66%).

Die Liberalen gewinnen dank der Entscheidung Macrons mit „En March“ sich diesen zuzuordnen, um unter diesem „Dach“ dominierende Kraft zu sein. Ihr Anteil beträgt derzeit 16,3% in den Umfragen.

Die eigentlichen Gewinner der Wahlen auf nationaler Ebene seit 2014 sind die Rechtsparteien. Ihr Anteil wuchs zwischen 2017

und 2018 doppelt so schnell wie jener der Linken. Dieser Anteil umfasst heute, wenn man auf europäischer Ebene die Fraktion der Euroskeptiker und Nationalkonservativen (EKR) mit derzeit 11,85%, die Fraktion der Rechtspopulisten und extremen Rechten (ENR) mit derzeit 13,05%, die Europaabgeordneten der FIDESZ und die möglichen Abgeordneten der spanischen VOX und weitere Fraktionslose – wie die Vertreter der faschistischen Jobbik zählt, insgesamt ca. 27%¹.

Rechtspopulistische, nationalkonservative oder zur extremen Rechten offene Rechtsparteien, die nachfolgend als Rechtsparteien zusammengefasst werden, mit starken nationalistischen oder völkischem Flügel sind stärkste oder zweitstärkste Parteien oder Teil der Regierung in Belgien, Frankreich, Österreich, in den Niederlanden, in Polen, Schweden, Slowenien, Tschechien und Ungarn. Dieser nationalistische Trend wird sich nach den Europawahlen 2019 auf europäischer Ebene noch deutlicher zeigen als bisher.

***Cornelia Hildebrandt**, Diplom-Philosophin, wiss. Referentin für Parteien und soziale Bewegungen im Institut für Gesellschaftsanalyse der RLS und stellvertretende Direktorin des Institutes;*

1 Die Zahlen wurden übernommen von Der (europäische) Föderalist vom 9.5.2019. <https://www.foederalist.eu>

La situation de la Gauche italienne face aux Elections Européennes 2019

La défaite de la gauche italienne s'inscrit dans la défaite historique du mouvement ouvrier en Occident et présente certaines particularités que nous allons analyser.

Le suicide du Parti Communiste Italien (PCI) en 1991 – bien que le PCI fût en réalité déjà engagé sur la voie de la social-démocratie depuis au moins deux décennies avant cette date – et la naissance simultanée du Parti de la Refondation Communiste (PRC) avaient suscité à l'origine un enthousiasme au sein de diverses organisations de l'espace politique communiste et socialiste de gauche. Malheureusement, le manque de réflexion sur le concept même de la Refondation Communiste, la crise des structures des partis et des syndicats et la lutte acharnée des structures bourgeoises contre tout mouvement alternatif (voir les faits de Gênes 2001) ont dilapidé ce consensus, sinon de masse, du moins significatif de la gauche radicale et alternative italienne.

L'année 2008-9 est une étape importante, car elle marque la disparition de la partie la plus radicale des scénarios parlementaires nationaux en raison d'erreurs de tactique et de stratégie, faisant suite à des phases de compatibilité de système qui se matérialisent avec le soutien des gouvernements de centre-gauche du début des années 2000. Ce n'est pas un hasard si à cette date se produit l'une des

dernières scissions de Rifondazione Comunista, celle de son côté le plus enclin aux alliances de centre-gauche, tandis que le parti choisit une alternative claire à cela.

Ce n'est pas un hasard si, en 2007, le Parti Démocrate (PD) naît de l'union des sociaux-démocrates héritiers du PCI, et de l'aile gauche des démocrates chrétiens. Un sujet politique qui déjà de par son statut nous fait comprendre son positionnement: l'équidistance entre capital et travail, même s'il continue à se définir formellement un parti de gauche, surtout en termes de communication.

L'aile gauche du PD démantèle progressivement toutes ses anciennes structures territoriales et épouse le parti léger, d'inspiration américaine et qui ferme toute collaboration avec les forces qui proposent une alternative de système.

L'espace politique créé à gauche n'est ni rempli électoralement ni socialement par la galaxie des diverses gauches, également à cause du rôle modéré que le syndicat CGIL joue pour ne soutenir aucune véritable alternative de système.

Le PRC et la gauche radicale manquent d'une idée de société pouvant être efficacement communiquée, les changements au niveau du marché du travail changent rapidement le bloc social, et la gauche n'arrive pas à lire les changements en cours, souvent écrasée par les problèmes quotidiens de survie et de déclin du nombre de membres et de militants.

L'ancrage social s'effondre de manière dramatique, la stratégie syndicale n'est pas incisive à la fois au sein de la CGIL et dans les syndicats de base.

Il y a encore plusieurs tentatives de reconstruction du bloc social et de ses représentations politiques, mais elles restent toujours minoritaires.

C'est dans ce contexte de faiblesses qu'est né le Mouvement 5 étoiles, de l'idée d'un comédien et d'une agence de communication. Le populisme anti-caste et pour la légalité prône la démocratie directe, mais il s'agit en réalité d'un sujet politique « a-démocratique ».

Il gagne sur les réseaux sociaux grâce à la forte expérience de communication, et également à cause du retard dans ce champ de toute la gauche.

Il s'insère facilement dans ce tissu de citoyens de gauche qui ont développé un sentiment justicialiste, après les faits des Tangentopoli nationales, et auquel on n'a pas été en mesure de faire une critique de gauche. La devise "loi et ordre" passe également à gauche. La route vers la droite est partant ouverte.

Le Parti Démocrate, qui peut désormais être définitivement placé dans le champ libéral et néolibéral, procède à la précarisation finale des lois du travail et impose des modifications constitutionnelles, par un vote à la majorité, prévoyant une réduction du nombre de parlementaires, une transformation en un système essentiellement bipartisan, par le biais de modifications de la loi

électorale. Toutefois ces modifications de la Constitution ont été rejetées par référendum (4 décembre 2016) par les citoyens.

Sur la question des migrants, au lieu d'ancrer le thème sur la solidarité, le PD caresse les sentiments de peur de la population (sur lesquels la presse la plus conservatrice soufflait déjà depuis quelques temps). Cela ouvre la voie à la victoire électorale du M5S et de la Ligue du Nord, sur laquelle converge également une partie de la bourgeoisie italienne, celle qui est moins compétitive sur les marchés internationaux et qui cherche à se protéger grâce aux structures de l'État national.

Un large secteur du vote populaire converge également vers la Lega et les 5 Etoiles: 30% des membres de la CGIL ont voté pour le M5S.

À la gauche du Parti Démocrate, de petits groupes socialistes se sont formés (groupes d'ex-communistes sortis du PD), mais ils ne parviennent pas à consolider un programme d'alternative, oscillent entre alliances locales avec le PD et alternativité à ce dernier au niveau national.

Le nouveau gouvernement Lega-M5S a fait de la question des migrants son étendard communicatif et l'a emportée sur tous les fronts, car la voie a été ouverte par le PD, considéré par le sens commun un parti de gauche, mais qui met en oeuvre des politiques anti-populaires, et est perçu comme un parti des élites.

Dans ce contexte désastreux, dans lequel l'Italie a perdu 30% de sa capacité de production, il existe un tissu de civisme généralisé allant des catholiques sociaux à la gauche anti-système, qui ne parvient pas à se fusionner dans un sujet national et n'arrive même pas à se coordonner, ne cherchant souvent pas la représentation politique. Le gouvernement est considéré comme désormais dirigé par des oligarchies économiques, siégeant souvent à Bruxelles.

Plusieurs conflits existent en ce qui concerne les questions environnementales, mais même ces derniers ont du mal à faire réseau et à dépasser le contexte local.

Le seul mouvement réel d'apparence massive et radicale est le mouvement des femmes, qui a été le seul à produire des manifestations à grande échelle au niveau national.

Les différentes tentatives de cartels électoraux de gauche, tants radicaux que modérés, n'ont résisté même pas un mois après la débâcle des dernières élections (4 mars 2018).

Lors des dernières élections, divers sujets de la gauche radicale ont tenté la voie d'un front commun, Pouvoir au Peuple (PaP), duquel ont initialement fait partie, aux côtés du PRC, un réseau de centres sociaux, des partis trotskistes, le nouveau PCI et l'un des plus grands syndicats de base, l'USB.

Par opposition aux résultats modestes obtenus au niveau électoral, l'idée avait suscité un

enthousiasme considérable, surtout dans le camp des citoyens qui avaient quitté le monde du militantisme, et ceux du non-vote.

Le front s'est présenté aux élections avec une plate-forme très avancée, avec une discontinuité claire par rapport aux propositions électorales passées. PaP a immédiatement souligné la nécessité de s'organiser de manière réticulaire et horizontale et a utilisé une plate-forme en ligne pour prendre les principales décisions.

Malgré les intentions initiales, dans la phase post-électorale deux des organisations fondatrices, le PCI et la Gauche Anticapitaliste, ont quitté PaP en raison de sa torsion et de sa volonté de se transformer de front électoral en parti.

Le PRC a également déclaré par la suite qu'il avait quitté PaP, tout en laissant la possibilité à ses membres d'avoir une double adhésion, à l'exception des rôles de leadership régionaux et nationaux.

La proposition du PRC dans les deux derniers Congrès est restée pratiquement inchangée: nous voulons construire un front politico-social anti-libéral et anticapitaliste, qui maintienne la cohésion électorale et fasse travailler ensemble de manière synergique tous ceux qui se sont opposés à la politique néolibérale et au pillage du territoire.

Toutefois, l'absence d'un fort mouvement de masse au niveau national et la réaction souvent « militaire » des structures de l'État laissent une situation dans laquelle le rétablissement d'une forte gauche

radicale est encore loin.

Malgré cela, une bonne partie de la gauche radicale italienne (PRC, Sinistra Italiana, Converganza Socialista) se présentera aux Elections Européennes sous le symbole de "La Sinistra", qui inclut aussi les logos du Parti de Gauche Européen et du GUE/NGL. La campagne électorale démarrera le 14 avril 2019 avec une grande assemblée à Rome.

par Pietro Lunetto (Secrétaire Fédération Europe du PRC) et Pietro Benedetti (PRC et déi Lénk)